

# La lettre

---

# des études saint-simoniennes

numéro 26 • février 2014

## Éditorial

La dernière *Lettre de la société* date de décembre 2011. Non pas que la société soit restée inactive. Loin de là !

Rappelez-vous ! La salle saint-simonienne de l'Arsenal a été inaugurée par le président et la directrice générale de la Bibliothèque nationale de France le 16 mars 2011. L'assemblée générale s'est réunie le 26 mars. La société a participé activement à deux colloques dans le Midi occitan : les 12 et 13 mars à Castelnaudary, et les 11 et 12 septembre à Sorèze, au pays de « l'Église » constituée autour de Rességuier. L'année 2012 a vu l'aboutissement de l'édition aux Presses universitaires de France des œuvres complètes de Saint-Simon, présentées à la presse et à nos membres le 21 novembre, dans le salon de Musique de la Bibliothèque de l'Arsenal. C'est aussi en 2012 que furent publiés la thèse d'Hervé le Bret sur les frères d'Eichthal et le deuxième tome de ma biographie d'Ismaïl Urbain, *Royaume arabe ou Algérie franco-musulmane (1848-1870)*. La « présence » d'Urbain à l'exposition du Musée de l'armée, en juillet aux Invalides, *Algérie de 1830 à 1962*, a marqué le début des manifestations de son bicentenaire en Algérie et en France.

Nous avons programmé une *Lettre* n° 26 sitôt après l'assemblée générale de 2013. L'assemblée générale a bien eu lieu le 22 mars. Elle fut même particulièrement suivie et intéressante. Mais la *Lettre* est restée à l'état d'ébauche, submergée par les manifestations du bicentenaire qui se sont succédé à Paris, Alger, La Ciotat, Marseille, et à nouveau Paris.

Fort heureusement, l'envoi par Marie-Laure Aurenche de bulletins électroniques annonçant ou relatant ces activités a maintenu des liens avec les adhérents.

L'arrivée à bon port des œuvres de Saint-Simon et la clôture du bicentenaire d'Urbain permettent à présent d'envisager d'autres travaux, dans un partenariat renforcé avec la BnF, la direction de l'Arsenal et le LIRE de Lyon, pour une utilisation optimale des nouveaux outils informatiques et la mise en ligne de publications, de périodiques, d'images. Après l'édition de Saint-Simon, le tour est venu de l'édition des saint-simoniens.

Nous n'avons jamais eu autant besoin de votre fidélité et de vos cotisations, car l'apport financier de notre société reste un atout précieux pour obtenir la participation de partenaires scientifiques. Nous ne désespérons pas non plus de relancer auprès de la BnF et de GDF-Suez l'aménagement de la salle attenante à la salle saint-simonienne, non seulement comme lieu d'exposition et de conservation complémentaire des collections saint-simoniennes, mais aussi comme espace d'accueil et de travail.

Exceptionnellement fourni, ce numéro 26 rattrape le retard pris dans la publication des conférences.

Bonne lecture !

Le président, Michel Levallois



Carnot en 1848

## Sommaire

- Éditorial
- Dossier n° 1 : Hippolyte Carnot
- Dossier n° 2 : Les frères d'Eichthal
- Bicentenaire d'Ismaïl Urbain (2012-2013)
- Archives de la famille Nugues
- Bibliographie
- Expositions et colloques
- À travers la presse...

## Société des études saint-simoniennes

Association loi de 1901

Adhésion : 30 €

Étudiant : 10 €

Bibliothèque de l'Arsenal

1, rue de Sully

F-75004 Paris

Directeur de la publication

Michel Levallois

Secrétariat

Jacques Canton-Debat et

Philippe Régnier

Abonnement gratuit pour les adhérents

Pour les non-adhérents : 15 €

ISSN : 2105-2859



Hippolyte Carnot, par Jules Laure (1857)

## Dossier n° 1 :

### Hippolyte Carnot

D'après la conférence prononcée devant l'assemblée générale de 2012 par Rémi Dalisson, professeur d'histoire à l'université de Rouen, spécialiste de l'histoire de l'école et auteur de la biographie *Hippolyte Carnot, 1801-1888. La liberté, l'école et la République*, CNRS Éditions, 2011, 432 p., 29 €.

Hippolyte Carnot a été éclipsé par les trois autres grands hommes de sa famille : son père, le général Lazare Carnot, brillant ingénieur et mathématicien, surnommé « l'Organisateur de la victoire » sous le Consulat, qui fut un irréductible opposant républicain à l'instauration de l'Empire ; son frère aîné, Sadi Carnot, mort du choléra en 1832, inventeur de la thermodynamique ; et, enfin, son fils aîné, le président de la République Sadi Carnot, assassiné en 1894 par l'anarchiste Caserio.

La gloire de Jules Ferry comme fondateur de l'école républicaine n'est pas non plus pour rien dans cet effacement.

Mais pour des générations et des générations de républicains du XIX<sup>e</sup> siècle, cet ex-dirigeant saint-simonien, il est vrai peu identifié comme tel, constitue une référence majeure : il incarne dans toutes les mémoires le ministre de l'Instruction publique du gouvernement provisoire de la Seconde République, celui qui, de février à juin 1848, avait fixé la doctrine politique républicaine en matière d'éducation.

### 1. La formation : entre souvenirs révolutionnaires et quête d'un idéal (1801-1848)

Hippolyte entretenait pour Lazare une dévotion filiale à la mesure de la dimension historique du « grand Carnot ». Or sous la Révolution, ce dernier



ne s'était pas seulement distingué par sa contribution à la défense de la patrie et par son républicanisme intransigeant, il avait aussi été un des créateurs de l'École polytechnique et l'un des cofondateurs, en 1815, de la Société pour l'instruction élémentaire, partisane de l'enseignement dit « mutuel » (entre les élèves). L'un de ses derniers actes, comme ministre de l'Intérieur sous les Cent Jours, avait d'ailleurs été l'autorisation de cette société, la plus ancienne et la plus grande association laïque qui ait existé en France pour l'instruction primaire. Hippolyte en sera trois fois le président (1848, 1869 et 1871), et longtemps le secrétaire. Saint-Simon en était un des souscripteurs initiaux, en compagnie de l'industriel du textile Ternaux, son futur protecteur, en même temps que de l'économiste libéral Jean-Baptiste Say, ou d'aristocrates éclairés comme le marquis de La Rochefoucault-Liancourt, par ailleurs président de l'influente et philanthropique Société de la morale chrétienne, ou encore du philosophe Maine de Biran et du naturaliste Cuvier. Nul hasard : le même Saint-Simon, dont les écrits de l'époque attestent un vif intérêt pour l'école, avait peu auparavant sollicité et obtenu la protection du ministre. D'après les souvenirs d'Hippolyte, Lazare tenait les idées du philosophe en haute estime.

Paradoxalement cependant, l'éducation donnée à Hippolyte se fit d'abord hors école. Car, adepte de Rousseau et donc inspiré par l'*Émile*, le général Carnot, rendu à la vie privée et scientifique par la dissolution du Tribunat en 1807, fit le choix de se consacrer totalement, pendant plusieurs années, à la prime éducation de ses deux fils, à la campagne, au château de Presles, acquis un an plus tôt à Cerny (près de La Ferté-Alais, actuel département de l'Essonne).



Ce château, aujourd'hui toujours propriété des Carnot, fait depuis lors figure de berceau de la famille. Hippolyte, de même, sera très présent dans la formation de ses deux fils à lui, Sadi et Adolphe. La transmission de père à fils se poursuit encore lorsque, proscrit sous la Restauration, Lazare emmena son cadet dans son exil à Madgebourg, en Prusse, pays par ailleurs à juste titre réputé à l'époque pour sa politique et ses idéaux civiques éducatifs et scientifiques, liés à un patriotisme et à un système de conscription naturellement sympathiques à l'Organisateur de la victoire. Frédéric II avait rendu l'enseignement primaire obligatoire dès 1763, envisagé une forme de gratuité pour les familles pauvres et créé des gymnases (l'équivalent de nos lycées) pour l'enseignement secondaire. Aussi Lazare aidé d'Hippolyte s'essaya-t-il, à la demande du gouvernement prussien, à concevoir un projet d'école professionnelle pour son pays d'exil. Malgré l'éloignement, Saint-Simon continuait de lui envoyer ses brochures.

De retour en France après le décès de Lazare en 1823, le jeune Hippolyte Carnot fait des études de droit. Mais il ne s'inscrit pas au barreau, refusant de prêter serment à la Charte octroyée et au souverain qui avait exilé son père. Vivant sur les rentes de sa famille maternelle, il suit des cours au Collège de France et à la Sorbonne, et se cherche un « directeur philosophique » tout en courant le pays au service de périodiques suspects, comme la *Revue encyclopédique* du républicain Jullien. Il adhère à la loge des Philadelphes ainsi qu'au Comité de l'abolition de la traite des esclaves, deux lieux de sociabilité philanthropique où il est introduit par le vieil abbé Grégoire, honni par le régime pour son action politique sous la Révolution, mais ancien ami de Lazare et récent député libéral de l'Isère. En adhérant dans la foulée à la Société de morale et de littérature et à la Société

de la morale chrétienne, Carnot rencontre Laurent de l'Ardèche, Édouard Charton, Jean Reynaud et Gustave d'Eichthal. C'est Laurent, républicain, maçon et ex-carbonaro, devenu l'un des rédacteurs du *Producteur*, le premier périodique saint-simonien, qui lui fait connaître, en 1826, le groupe d'Enfantin et de Bazard. Saint-Simon est mort depuis un an. Carnot écrit dans ce journal (entre autres sur l'école d'agriculture de Dombasle), s'efforce de propager le saint-simonisme naissant dans la Société de la morale chrétienne, et fréquente les cours de philosophie de l'ex-secrétaire du maître, Auguste Comte. Bientôt, il ouvre chez lui un cours du soir pour les ouvriers et, devant le succès, l'élargit en le transportant dans une salle de la rue Taranne déjà utilisée par la Société de la morale chrétienne (actuels n<sup>os</sup> 171-173 du boulevard Saint-Germain). Meilleur rédacteur qu'orateur, et habitué à servir de secrétaire à Lazare, il remplit un rôle analogue auprès de Bazard en mettant par écrit, en 1828-1829, une première version des conférences prononcées par celui-ci, futurs textes de *L'Exposition de la doctrine de Saint-Simon*.

Son attitude lors de la révolution de 1830 montre bien toutefois son indépendance d'esprit et son désaccord de fond avec la ligne apolitique et « pacifique » adoptée, semble-t-il, sur l'insistance d'Enfantin. Ce dernier et Bazard, alors en parfait accord, comptent bien récolter les fruits du soulèvement. Mais non-violents par principe et pour se démarquer des autres courants d'opposition, les deux « Pères suprêmes » interdisent à leurs adeptes de se mêler aux combattants. Carnot enfreint la consigne, monte sur les barricades et s'engage dans une municipalité provisoire d'arrondissement où il coordonne les secours aux blessés et aux victimes. Il signe un appel républicain à élire une Assemblée constituante. C'est pourquoi probablement, en constatant son attachement à la morale traditionnelle, Enfantin finit par le pousser dehors, avec les autres républicains du mouvement, en novembre 1831, en le taxant de *républicain* et de *chrétien* — deux qualificatifs redevus tout à fait compatibles pour les contemporains, du moins avant les affrontements à venir sous la III<sup>e</sup> République entre l'Église et l'État.

La rupture n'est pas une catastrophe absolue pour Carnot, qui a pris possession de la *Revue encyclopédique*, rejoint par d'autres saint-simoniens de tendance républicaine et chrétienne, ses amis Charton et Reynaud, ainsi que Pierre Leroux et le propre gendre de Bazard, Alexandre de Saint-Chéron. Mais



la mort brutale de son aîné Sadi, victime de l'épidémie de choléra de 1832, plonge Hippolyte dans un tel désarroi qu'il déserte pendant plusieurs mois les combats contre le tournant conservateur du régime de Juillet pour voyager en Suisse, en Hollande et en Angleterre.

De retour en février 1834, Carnot se mêle à nouveau très activement à la vie philanthropique et politique, se rapprochant en particulier des républicains, au sein, par exemple, de la Société des droits de l'homme de Cavaignac. Évoluant à l'inverse d'un Blanqui et d'un Louis Blanc, de plus en plus révolutionnaires, il campe désormais sur des positions legalistes et modérées dont il ne se départira plus jamais. Cela ne l'empêche pas de se joindre aux défenseurs des « prévenus d'avril », poursuivis pour provocation à l'attentat contre la sûreté de l'État. Récusé, car n'ayant toujours pas prêté serment à la Charte, il se lance alors dans le combat pour l'instruction du peuple afin de corriger les insuffisances de la loi Guizot de 1833 sur l'école. Ses critiques portent sur le maintien d'un élitisme très sévère pour le Secondaire, sur la sous-scolarisation des filles en général, sur la soumission de la gratuité au bon vouloir des communes, ou encore sur la méconnaissance des innovations pédagogiques, sans omettre, déjà, l'omniprésence de l'Église. Seule la République lui paraît ouvrir aux changements qu'il attend. Un riche mariage, qui était aussi un mariage d'amour, en 1836, avec M<sup>lle</sup> Claire Dupont de Savignat lui permet de racheter la demeure de Presles. L'année 1839 voit la récompense de tentatives électorales commencées dès 1832. À 38 ans, le deuxième homme politique de la dynastie républicaine des Carnot est enfin élu député, dans le VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris (à cheval sur les actuels III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup>). Il siège et vote à l'extrême gauche d'alors. Sa réélection en 1842, puis une troisième fois, en 1846, s'effectue sans difficulté, sur un profil politique définitivement dessiné comme celui d'un républicain modéré, ardent partisan du suffrage universel, de l'abolition de l'esclavage ainsi que de la peine de mort, mais aussi et avant tout de la généralisation de l'instruction comme remède à la pauvreté et alternative à l'emprisonnement des prétendues *classes dangereuses*.

## **2. Du ministère au coup d'État : espoir social et projets (1848-1851).**

Carnot, qui s'était multiplié pour la campagne des banquets en faveur de la réforme électorale, est assez naturellement appelé au gouvernement provisoire de la République, régime avec lequel, par son nom populaire et sa « trempe antique » (*dixit* Lamartine), il évoque à lui tout seul une forme de continuité. Selon son vœu, on lui confie l'Instruction publique, ainsi que les cultes, responsabilité normalement jointe, à l'époque, au portefeuille de la Justice, mais qu'en raison de sa foi juive, les mentalités d'alors n'imaginaient pas confier à Crémieux, audacieusement choisi pour ce ministère régalien. L'adoption du suffrage universel implique de former des citoyens éclairés. Carnot s'y emploie avec l'aide de ses inséparables amis saint-simoniens Jean Reynaud et Édouard Charton, le premier comme sous-secrétaire d'État et le second comme secrétaire général du ministère et secrétaire particulier du ministre. Très vite, les trois grands principes d'une grande loi scolaire sont posés : *la gratuité* (aux frais de l'État), *l'obligation* (rendue possible par la gratuité), et *la liberté* (par rapport à l'Église, dès lors que celle-ci ne supporte plus le poids du financement et de l'organisation). Les nombreux corollaires sont, entre autres, le développement des bourses d'État (nommées « brevets d'honneur pour les fils du peuple ») ; une bonne formation des maîtres (dans des écoles nationales, les futures « écoles normales »), le relèvement de leurs salaires et de la considération due aux instituteurs, ces « apôtres de la République », invités comme tels à briguer des mandats électifs ; de nombreuses écoles de filles (sans toutefois qu'il soit question pour Carnot de mettre fin à l'état de minorité juridique et sociale des femmes) ; des bibliothèques publiques populaires sur tout le territoire, au besoin itinérantes ; des « écoles maternelles » pour les petits en place des « salles d'asile » ; des lectures populaires du soir à Paris (les ex-saint-simoniens Sainte-Beuve et Souvestre y participent) ; la mise à l'honneur de l'histoire nationale dans les programmes, ainsi que d'une nouvelle discipline, « l'instruction civique » ; le développement de l'enseignement agricole professionnel et un Institut agronomique national aussi intense que bref (125 jours), le ministère de Carnot invente et presse en outre la mise en place d'une école spéciale d'administration, l'ancêtre de l'ENA, avec Frédéric Le Play pour directeur des études. Solidaire du printemps des peuples italien, polonais,

allemand et austro-hongrois, le ministre s'associe au mouvement « européiste » et pacifiste qui culminera en 1849 avec le Congrès international de la paix et un célèbre discours de Victor Hugo en faveur des « États-Unis d'Europe ».

Ce tourbillon de réformes du système entier d'éducation et d'instruction, sans précédent depuis 1789, est stoppé net par l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République, en décembre 1848, au suffrage universel. Mais dès avant les journées ouvrières insurrectionnelles de juin 1848 elles-mêmes, une opposition conservatrice grandissante au républicanisme saint-simonien de Carnot s'était manifestée notamment à travers le scandale entretenu autour du *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, rédigé par le philosophe Charles Renouvier, un sympathisant saint-simonien proche du ministre, mais plus que lui enclin au socialisme. La droite tire en particulier prétexte de phrases se demandant « si le régime républicain ne doit pas ajouter quelque chose au droit de la femme dans la famille » et « si, dans l'intérêt du mariage, il n'est pas bon que le divorce soit rétabli comme au temps de l'Empereur ». Un autre angle d'attaque, qui rappelle les accusations portées en 1832 contre les apôtres de Ménilmontant, est la lutte des classes. Le *Manuel* de Renouvier serait empreint de « doctrines subversives ». Et de citer cette question, aux accents dignes du saint-simonisme de la grande époque : « Existe-t-il au moins des moyens d'empêcher les riches d'être oisifs et les pauvres d'être mangés par les riches ? » Cible prioritaire de la réaction qui s'engouffre dans la répression sanglante des journées ouvrières de juin 1848, Carnot tombe à gauche au mois de juillet suivant, et avec lui son grandiose projet, qui devient par là même, pour des lustres, la référence et le programme de toute nouvelle réforme progressiste d'un domaine qu'après quelques autres précurseurs, il avait songé à appeler « l'éducation nationale ».

Commence alors une traversée du désert, vite occupée pour partie par toutes sortes de sollicitations militantes ou d'occasions électorales, pour partie par une vie familiale reprenant ses droits, y compris l'éducation des jeunes Sadi et Adolphe. Dès 1850, le comte de Falloux, l'un de ses tombeurs à l'Assemblée, n'a pas de mal à convaincre son camp de voter une loi ruinant son œuvre. Puis le coup d'État du 2 décembre 1851 le pousse à un exil volontaire en Belgique, solution choisie pour éviter l'arrestation. Mais son élection *in absentia* à Paris

en mars 1852, qui fait de lui l'un des trois seuls opposants au Corps législatif, permet à Carnot de rentrer en France. Se pose alors la question cruciale du serment de fidélité exigé des parlementaires par le nouveau pouvoir.

### 3. Retour d'exil et consécration républicaine (1852-1888)

Avec Cavaignac, l'un des deux autres rescapés, Carnot opte pour le refus. Ce rejet de toute compromission, répercuté par le grand journal *Le Siècle*, devient aussitôt l'étendard de la rigueur morale et du républicanisme responsable. Il est, cela va sans dire, à rapprocher de la position intransigeante de Victor Hugo. Ce choix lui vaut le rétablissement complet de son crédit politique. Car n'ayant pas été, à la différence du poète, inscrit sur la liste des proscrits, il commençait à se le voir reprocher, de même que son modérantisme. Plusieurs autres n'ont pas sa rigueur, tel un autre Hippolyte, lui aussi ancien saint-simonien, Fortoul, qui accepte le portefeuille de l'Instruction publique des mains du prince-président, et qui poursuit au niveau de l'exécutif le démantèlement engagé par Falloux par la voie parlementaire. Les dix premières années du nouvel Empire, marquées par un autoritarisme tout napoléonien, et une atmosphère de fêtes mondaines aux antipodes de la vertu républicaine de Carnot, achèvent de statuer le fils de Lazare comme une figure républicaine par excellence. On vient en délégation le visiter à Paris ou à Presles. Reynaud, Charton, Renouvier, mais aussi l'historien Michelet ou Jules Simon, se succèdent chez lui. L'Association des anciens élèves de l'École d'administration, devenue un cénacle d'opposants, lui sert de cercle pour réfléchir à l'avenir. Parmi les réformes qu'il imagine alors, figure un projet d'impôt proportionnel sur le revenu. Il caresse également le projet d'une Constitution aux termes de laquelle le président de la République, pour parer au dévoiement bonapartiste, serait élu au suffrage universel indirect parmi les membres de l'Assemblée et du Sénat pour un mandat unique de deux ans. Devenu agnostique pour son compte, mais toujours respectueux des croyances catholiques, protestantes ou juives, Carnot imagine aussi une sorte de séparation de l'Église et de l'État, dont une mesure clé serait la remise aux municipalités des



églises transformées en « temples communs » et de la sorte mises à la disposition des différentes croyances religieuses. Inquiet de la question allemande, il déplore que le Second Empire ravive les sentiments antifrançais ancrés en Prusse depuis Napoléon I<sup>er</sup> et met en garde contre le risque de dresser les deux pays l'un contre l'autre. À nouveau élu, en 1857, il refuse à nouveau de prêter serment, contrairement à la jeune génération, tel Jules Favre, qui s'en accommodera peu après.

Néanmoins le réveil de la vie politique, du fait de la libéralisation du régime dans la décennie suivante, donne à Carnot la satisfaction de rencontrer plus fréquemment ses anciens compagnons, comme Charton, qu'il fréquente à la Société Franklin, destinée à favoriser l'émancipation des ouvriers par l'instruction. Son choix de rester une « protestation vivante contre le despotisme » lui vaut inversement le déplaisir de voir les électeurs lui préférer le réalisme de plus jeunes candidats, parmi lesquels Jules Simon lui-même. Aussi finit-il par consentir à son tour au serment et par retrouver le Palais-Bourbon, en 1864. Il s'y spécialise dans les questions financières, luttant pour l'impôt sur le revenu, mais privilégie toujours l'éducation dans une période où la politique à contre-emploi du ministre Victor Duruy renoue avec sa propre politique de 1848 et lui donne par là même l'opportunité de revenir dignement sur le devant de la scène.

L'avènement de la III<sup>e</sup> République achève sa réinsertion au sommet de la vie publique. C'est un de ses proches, Jules Simon, qui est nommé ministre de l'Instruction publique et des cultes en 1870. Lui-même prend rang de sénateur inamovible en 1875. Il a, en 1880, la très grande satisfaction de soutenir le train des réformes auxquelles Jules Ferry attache son nom. Reprenant son inspiration en droite ligne, celles-ci fondent enfin durablement l'école républicaine. Les dernières années d'Hippolyte Carnot, pendant lesquelles il prend résolument position, au nom de la « civilisation », en faveur de la politique colonialiste du même Ferry, portent la marque de son intelligence sans cesse en éveil et de l'étendue de ses intérêts : Hippolyte Carnot cumule les titres de président de la Société ethnographique pour la France, président de la Société d'histoire de la Révolution française (fondée le 14 juillet 1881), et président du conseil de surveillance du grand quotidien politique *Le Siècle*. En 1887, son fils Sadi est élu président de la République. Il meurt doyen du Sénat, en

janvier 1888, un an avant une fête nationale dont il se réjouissait à l'avance, le Centenaire de la Révolution française.

Philippe Régnier

---

## Dossier n° 2

### Les frères d'Eichthal

---

Texte de la conférence donnée à l'assemblée générale de 2013 par Hervé Le Bret, d'après sa thèse et son livre, *Les frères d'Eichthal. Le saint-simonien et le financier au XIX<sup>e</sup> siècle*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne (PUPS), 2012, 639 p., 23 €.



De formation HEC, j'ai toujours porté un intérêt personnel à l'histoire économique et au monde des affaires, dont j'ai observé le fonctionnement au cours de ma carrière de 32 ans dans le groupe Bull. En 1995, des recherches généalogiques m'ont conduit sur les traces de mes ancêtres, Gustave d'Eichthal et son beau-père Edouard-Rodrigues-Henriquès, à Rueil-Malmaison où ils habitaient sous le Second Empire, l'un à Vertmont, aujourd'hui propriété de l'Institut français du pétrole, l'autre à Bois-Préau, aujourd'hui musée annexe de Malmaison.

C'est à la Bibliothèque de l'Arsenal, en décembre 1996, que, demandant le même manuscrit que Michèle Riot-Sarcey, celle-ci m'a présenté à Philippe Régnier. Philippe, à son tour, m'a présenté à Michel Levallois, avec lequel j'ai noué des relations d'amitié, renouant ainsi avec celles qui unissaient jadis nos familles à travers Ismaÿl Urbain et Gustave d'Eichthal. Nous avons tous deux repris nos études à l'Université jusqu'au doctorat et, en 2012, nos thèses ont abouti à la publication la même année de deux livres sur ces personnages. En effet, en 2001, j'avais choisi, avec le professeur Dominique Barjot, un sujet : l'analyse des interactions entre l'histoire des idées et celle des entrepreneurs.

Pour ce travail, j'ai eu le privilège de disposer d'abondantes sources privées et publiques, en partie inédites. Car suivant le vœu de Gustave, son fils Eugène, puis ses petites-filles, avaient déposé ses archives saint-simoniennes à la bibliothèque de l'Arsenal et à la bibliothèque Dosne-Thiers. Par ailleurs, j'ai bénéficié des archives privées d'Adolphe, grâce à



ses descendantes. Concernant les entreprises qu'il a dirigées, j'ai utilisé les Archives du monde du travail à Roubaix, bien fournies, car la plupart étaient des sociétés cotées, astreintes à la publication de leurs comptes dans les journaux légaux. Enfin, j'ai eu accès aux archives privées de la famille Pereire, qui éclairent les enjeux sous-jacents des comptes rendus officiels des conseils d'administration. Les sources notariales m'ont permis de chiffrer les patrimoines, les revenus et les investissements des deux frères. Les correspondances m'ont quant à elles fait découvrir de nombreux domaines de l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle : l'intégration des juifs, puis des musulmans dans la société française, la genèse des sciences de l'homme, les rapports Orient-Occident, la participation des Eichthal au saint-simonisme et par là leur rôle dans la transformation de la société française, son adaptation au « système industriel », ses réseaux sociaux multiples pour la diffusion de l'innovation technique. Parmi les correspondants, Auguste Comte, John Stuart Mill, Jules Michelet, Victor Hugo, George Sand, Ernest Renan, entre autres, côtoient des saint-simoniens célèbres : Enfantin, Michel Chevalier, les Pereire, entre autres.

Gustave, penseur saint-simonien, et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer, très différents de caractère, sont pourtant si proches que l'on ne peut parler de l'un sans évoquer l'autre. Adolphe applique dans le concret les doctrines saint-simoniennes à l'élaboration desquelles Gustave a contribué. Tous deux illustrent le double aspect du saint-simonisme : utopisme et pragmatisme. Bien qu'un peu oubliés, ils ont un intérêt historique par l'influence qu'ils ont exercée chacun dans leur domaine sur l'ouverture de la France au « système industriel ».

Cette complémentarité m'a conduit au choix d'une double biographie croisée, suivant trois périodes.

La première couvre la jeunesse et leur environnement familial. La famille paternelle (chap. premier) : des juifs de cour allemands qui traversent les guerres de la Révolution et de l'Empire et participent à la construction du royaume de Bavière (un oncle dirige la principale banque du pays). La famille maternelle (chap. 2) : des juifs lorrains représentant leur communauté dans le processus d'émancipation conduit par Napoléon I<sup>er</sup>. Louis, leur père (chap. 3) : il crée en 1817, à Paris, une des banques privées chargées de résoudre le problème de l'endettement public à la suite des guerres napolé-

niennes. La conversion des deux frères au catholicisme, leur éducation, la préparation du concours de Polytechnique avec Auguste Comte comme répétiteur, leur ouvrent un réseau de relations dans les milieux intellectuels, financiers, artistiques et littéraires. Gustave poursuit ses études à Berlin (chap. 4), où il sert d'intermédiaire entre Comte et la philosophie allemande : Kant, dont il traduit un ouvrage, et Hegel, dont il suit les cours.

La deuxième période couvre le début de leur vie professionnelle pendant la monarchie de Juillet. Ils découvrent en Angleterre (chap. 5) le système monétaire de la Banque d'Angleterre, la gestion de la dette publique et le libre-échange, les premiers chemins de fer et la révolution industrielle dans le textile. Gustave est sensible à la question ouvrière, débat avec John Stuart Mill et différents leaders syndicaux. De retour en France, il se convertit, sous l'influence d'Enfantin, à l'église saint-simonienne (chap. 6), où il prend part à l'élaboration de la doctrine et à sa diffusion. Il y trouve une famille de substitution, mais dont les positions sur la suppression de l'héritage, des taux d'intérêt et le regroupement des actions dans un Omnium provoquent la brouille avec son père et son frère. Après le procès des saint-simoniens, Gustave est envoyé par son père en Grèce dans l'administration mise en place par le roi Othon, prince de Bavière (chap. 7). Il est confronté à l'opposition de la population grecque contre la levée de l'impôt, d'autant plus forte qu'il s'agit de fonctionnaires bavarois n'utilisant que l'allemand. Gustave considère cette première expérience professionnelle de coopération comme un échec et rentre en France. Il est alors envoyé en Autriche par Enfantin. À cette occasion, il tente d'abord, mais en vain, de négocier avec Metternich l'émancipation des Juifs d'Europe centrale. Il lui présente aussi son ouvrage, *Les Deux Mondes*, qui exprime son intérêt pour l'Orient, intérêt qui s'accroît lors de son voyage en Algérie en 1838 et culmine dans les *Lettres sur la race noire et la race blanche* adressées à Urbain en 1839. Il devient secrétaire de la Société ethnologique de Paris, la première, historiquement, au monde. Il y fait l'apologie du métissage et émet une théorie de la sexuation des races, contestée. En 1840, sous le titre *De l'unité européenne*, il intervient dans le débat politique sur le mode prophétique, en demandant une intervention concertée des grandes puissances européennes en Syrie.

Durant cette période, Adolphe mène une

brillante carrière professionnelle (chap. 8) : Haute Banque, Caisse d'épargne, premiers chemins de fer, Banque de France, Chambre des députés. Son rôle le plus marquant se situe en 1834 : il entraîne James de Rothschild et deux autres banquiers parisiens dans la souscription du capital de la compagnie du chemin de fer de Paris-Saint-Germain, première compagnie voyageurs en France, inaugurée en 1837 (il y a 175 ans), laquelle s'avère un grand succès grâce à la compétence des ingénieurs saint-simoniens Clapeyron, Lamé, Flachet et Mony. Son directeur, Émile Pereire, n'a pas la puissance financière suffisante pour souscrire plus de 6% du capital. Adolphe en est élu président, ainsi que des autres compagnies aboutissant à Saint-Lazare, notamment Paris-Versailles Rive droite. C'est le début de sa longue collaboration avec les frères Pereire.

Gustave fait une tentative dans un poste administratif de la compagnie Paris Saint-Germain, mais doit admettre au bout de deux ans qu'il n'est pas doué



pour les affaires, envoie une lettre de démission à Émile Pereire et retourne à ses chères études.

La période de la

monarchie de Juillet est globalement une période faste pour la famille d'Eichthal. Avec Berr-Léon Fould, James de Rotschild, Alexander Mendelssohn et Olry Worms, Louis d'Eichthal fait partie des banquiers juifs d'origine allemande ayant servi de modèle à Balzac pour *La Maison Nucingen* (1837). Mais l'époque n'est pas non plus dépourvue d'un certain antisémitisme qui sera exprimé par Toussenel (*Les Juifs rois de l'époque, histoire de la féodalité financière*, 1845) et par Dairnvaell (*Histoire curieuse et édifiante de Rothschild 1<sup>er</sup> roi des Juifs*, 1846). Pierre Leroux lui-même y cédera dans un article de 1846 de la *Revue sociale*, « Les Juifs rois de l'époque », qui reprend le titre principal de Toussenel. Prévoyant, Louis d'Eichthal a incité ses fils à l'intégration dans la société française, ce qu'ils vont faire par leurs alliances. Adolphe, au mariage duquel assiste Guizot, entre dans une famille de banquiers protestants de Genève, implantés aussi en Angleterre et au Piémont, et proches de Cavour. Gustave, quant à lui, en-

tre par alliance dans une famille d'agents de change, les Rodrigues, apparentés à Olinde Rodrigues et aux Pereire. Il est tout fier d'annoncer la nouvelle à Enfantin et propose de venir lui présenter son épouse à Curson. Mais le « Père » le fait repousser durement par le truchement d'un autre disciple. Malgré la rebuffade, Gustave continue à lui adresser des correspondances empressées à l'occasion de la naissance de ses enfants ou de la parution de ses ouvrages.

À Paris, alors rendez-vous des artistes de toute l'Europe, les frères d'Eichthal sont en contact avec Félix Mendelssohn et surtout Frédéric Chopin, qui donne des leçons de piano à leur sœur Annette et lui dédicace une de ses *Valses brillantes*. Chopin, sur les conseils de son père, place ses économies à la banque d'Eichthal. Il demande à Gustave et Adolphe de lui trouver un salon musical pour son premier concert à Paris. Un autre compositeur, Franz Liszt, et sa maîtresse Marie d'Agoult, alias Daniel Stern, font partie de leurs cercles. Quant aux frères Winterhalter, les peintres, qui ont passé leur enfance à Saint-Blaise en Forêt Noire où, jeunes, ils ont été aidés par David d'Eichthal, ils réalisent des portraits de la famille d'Eichthal.

La troisième période débute avec la Révolution de 1848 (chap. 9). Gustave y adhère, espérant fonder une « démocratie religieuse » qui fédérerait les trois religions présentes en France : catholicisme, protestantisme et judaïsme. Ce projet étant vite abandonné en raison des tensions de mai et surtout de juin 1848, il se penche en 1849 sur la question romaine, thème d'échanges avec Victor Hugo.

Adolphe quant à lui voit son mandat de député censitaire supprimé. Dans le même temps, il doit démissionner du poste de Régent de la Banque de France en raison de la crise bancaire et financière. Pour l'élection du président de la République au suffrage universel, les frères d'Eichthal, après avoir soutenu Cavaignac, se rallient à Louis Napoléon Bonaparte en raison de ses engagements de relance de l'économie.

Avec le Second Empire, Adolphe retrouvera un rôle de premier plan dans le groupe Pereire (chap. 10). Enfantin avait préconisé la création de plusieurs établissements de crédit : Crédit foncier, Crédit mutuel, Crédit intellectuel et, pour couronner le tout, conformément à son concept de société commanditaire de l'industrie, Crédit mobilier. Avec l'appui de l'empereur, les Pereire et les Fould vont réaliser trois de ces quatre projets (seul le Crédit intellec-



tuel échouera). Adolphe devient vice-président du Crédit mobilier. Il participe ainsi au développement et au succès de cette forme de banque nouvelle en France et à l'étranger. Elle ne va pas sans susciter des contestations, en raison desquelles il met en garde ses amis Pereire contre le danger d'un conflit avec la Banque de France. Devant leur refus de ménager des accommodements, il démissionne et évite ainsi d'être impliqué dans le désastre de 1867 qui aboutit à leur démission.

Le financement des infrastructures (chap. 11) est le domaine de prédilection d'Adolphe. Il utilise le régime typiquement français de la concession, qui fait appel à la fois au secteur public et au secteur privé pour financer les chemins de fer, les services publics (eau, gaz) et les transformations urbaines (travaux d'Hausmann). Les grands travaux commencent avec une ampleur inégalée jusque là. À l'ouest, Adolphe est associé aux Chemins de fer de l'Ouest, à la Compagnie Générale Maritime, à la Compagnie du Midi, à la Compagnie du Gaz du Mans, au Chemin de fer du Nord de l'Espagne, aux Salins du Midi. À l'est, il est administrateur de la Compagnie de l'Est, des chemins de fer autrichiens, suisses et piémontais, enfin des Grands Chemins de fer russes. À Paris, il est vice-président de la Société de la rue de Rivoli, qui devient Compagnie Immobilière de Paris, puis Compagnie Immobilière quand elle élargit son activité à Marseille. Cette dernière rencontre de ce fait des problèmes de trésorerie accentués par la concurrence avec le PLM dirigé par les saint-simoniens Paulin Talabot et Enfantin. En bon financier, Adolphe, qui avait alerté ses amis Pereire sur le danger d'investir à long terme dans l'immobilier des ressources à court terme (soit la trésorerie des chemins de fer) fait partie de l'équipe chargée de la liquidation des actifs pour rembourser les créanciers. Il garde néanmoins des relations cordiales avec ses anciens associés Pereire.

À la fin du Second Empire et au début de la Troisième République (chap. 12), les frères d'Eichthal expriment leurs convictions dans des ouvrages et dans la presse.

Gustave publie un essai sur *Les Évangiles*, paru en 1863, la même année que *La Vie de Jésus*, de Renan, et mis à l'Index le même jour. Il défend le saint-simonisme dans son débat avec Legouvé sur « la femme libre » et écrit des opuscules sur la Grèce ainsi que des articles dans la *Revue des Études grecques*, créée par « l'association pour l'encouragement

des études grecques en France ». Cette revue existe encore de nos jours. Après avoir milité en 1867 dans le grand quotidien *Le Temps* pour éviter la guerre, il continue avec Lemonnier dans le cadre de la « Ligue pour la paix ».

Pendant ce temps, Adolphe défend le régime de la concession dans les chemins de fer, publie des articles sur le financement de la recherche scientifique et les bienfaits du libre-échange.

À la fin de leur vie, les deux frères prennent des dispositions pour la transmission de leurs œuvres. Pour Gustave, il s'agit surtout de ses archives saint-simoniennes. Deux fonds d'Eichthal seront ainsi déposés par Eugène, son fils, à la Bibliothèque Dosne-Thiers et à l'Arsenal, puis complétés par ses filles (Guérin et Alfassa) et son petit-fils (Daniel Guérin). Adolphe lègue à ses enfants un important patrimoine immobilier. Son arrière-petit-fils Robert, dernier porteur du nom, lèguera en 1980 les portraits de son ancêtre éponyme à la mairie de Leimen, en Allemagne, où la saga familiale a débuté.

En somme, mon livre illustre les rapports étroits entre les utopies et la transformation des sociétés. Gustave, le prophète, disait que « jamais le monde de l'avenir ne se réaliserait s'il ne s'installait d'abord dans la pensée solitaire de quelque voyant ». Son frère Adolphe, le banquier, a contribué à réaliser la transformation de nos modes de vie en créant de nouveaux réseaux pour unir les hommes entre eux, en adaptant l'urbanisme aux transports modernes et en donnant accès aux services publics au plus grand nombre. Bien qu'ayant joué un rôle social, il s'est peu livré, fidèle à sa devise choisie à vingt ans : « Être et ne pas paraître ». Alors que la société française était et reste en partie très réticente à adopter ce progrès économique, les frères d'Eichthal ont contribué à faire évoluer les mentalités. Cette double biographie complète la saga des saint-simoniens et montre que, sensibilisés à ces problèmes par leurs origines, ils ont œuvré intellectuellement et pratiquement pour

l'intégration dans la société française des différentes religions et des minorités.

Hervé Le Bret



Château de Vermont, à Rueil-Malmaison, propriété de Gustave d'Eichthal

---

## Récapitulatif des événements du bicentenaire de la naissance d'Ismaïl Urbain (2012-2013)

---

Le bicentenaire a été inscrit par le ministère de la Culture au complément des Célébrations nationales de 2013. Le hasard du calendrier faisant bien les choses, Ismaïl Urbain y figure à proximité immédiate de Frédéric Ozanam, le cofondateur républicain et chrétien, en 1833, de la Société de Saint-Vincent de Paul.

On peut accéder à la notice et aux orientations bibliographiques en tapant sur son moteur de recherche la requête « Ismaïl urbain Célébrations nationales gardons-nous d'oublier », ou bien en recopiant directement l'adresse suivante :

<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/6647>

Nous redonnons ci-après la liste des manifestations auxquelles la Société a participé à l'initiative de son président et des conférences qu'il a lui-même prononcées en 2012-2013. Urbain étant né le 31 décembre 1812, mais déclaré à l'état civil seulement en mars 1813, il a paru légitime de célébrer ce bicentenaire sur deux ans.

---

### 2012

---

**15 mai-29 juillet.** Présence d'Ismaïl Urbain à l'exposition « Algérie 1830-1962 » au musée de l'Armée, à Paris, aux Invalides : photographie, vitrine de présentation de ses deux brochures, interview vidéo de Michel Levallois et article dans le catalogue sur « Le Royaume arabe de Napoléon III ».

**juin 2012.** Publication du second volume de la biographie d'Urbain par Michel Levallois : *Royaume arabe ou Algérie franco-musulmane ? Ismaïl Urbain (1848-1870)*, Paris, Riveneuve éditions.

**24-29 septembre.** Présentation de l'ouvrage au Salon international du Livre d'Alger.

**27 septembre.** Conférence-débat au Centre culturel français d'Annaba (Bône).

**29 septembre.** Table ronde sur Urbain au Salon international du Livre d'Alger. Évocation d'Urbain dans l'ouvrage collectif dirigé par Abderahman Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour et Sylvie Thénault, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*,

Paris, La Découverte-Alger, Barzakh, 2012.

**30 octobre.** Intervention de Michel Levallois : « La contribution des saint-simoniens et d'Ismaïl Urbain à la connaissance de l'Algérie coloniale », au colloque « La résistance algérienne dans les écrits du Soi et de l'Autre » organisé par le Laboratoire d'études linguistiques et littéraires de l'Université de Mostaganem.

**21 novembre.** Séance du séminaire de François Pouillon à l'IISMM-EHESS sur l'apport du second volet de la biographie d'Ismaïl Urbain à l'historiographie de l'Algérie coloniale.

**7 décembre.** Conférence à l'Académie des Sciences d'outre-mer (Paris XVI<sup>e</sup>) avec Jacques Frémeaux et Daniel Lefeuvre : « L'Algérie, du Royaume arabe au projet Blum-Violette : les occasions manquées ».

**19-20 décembre.** Intervention de Michel Levallois : « Le soufisme au cœur de la relation d'amitié qui s'est tissée entre Ismaïl Urbain et l'émir Abd el Kader », au colloque « Les routes de la Foi » organisé à Constantine par le Centre national de recherches préhistoriques, archéologiques et historiques (CNRPAH).

---

### 2013

---

**22 janvier.** Conférence de Michel Levallois au Cercle du mardi de la paroisse protestante du Saint-Esprit (Paris VIII<sup>e</sup>) sur « Une approche nouvelle du royaume arabe de Napoléon III ».

**14-18 février.** Présence au « Maghreb des livres » et participation à un café littéraire sur le thème « Réformistes dans l'Algérie coloniale » (Hôtel de Ville de Paris).

**9 mars.** Brunch littéraire autour de « L'incroyable Ismaïl Urbain » à l'Institut des Cultures d'Islam (établissement culturel de la Ville de Paris, Paris XVIII<sup>e</sup>).

**21-26 mars.** Participation au Salon du Livre de Paris au stand de Riveneuve Éditions (Porte de Versailles).

**12 avril.** Conférence de Michel Levallois au Centre culturel d'Égypte à Paris (Paris V<sup>e</sup>) : « Le saint-simonien Ismaïl Urbain et l'émir Abd el Kader : une amitié improbable ».

**13 avril.** Colloque à l'Institut du monde arabe : « D'Ismaïl Urbain à Albert Camus : réformistes et libéraux dans l'Algérie coloniale », organisé par l'association Coup de soleil, la Société des études saint-simoniennes et la Société des Études camusiennes.

**14 mai.** Conférence de Michel Levallois à la mairie du VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à l'initiative du Souvenir Napoléonien, sur « Napoléon III, Ismaïl Urbain et le Royaume arabe ».

**18 mai.** Conférence de Michel Levallois à l'Institut français d'Alger dans le cadre de la semaine « Passeurs des deux rives ».

**13 juin.** Au Centre culturel algérien de Paris, rencontre autour du livre de Michel Levallois : *Royaume arabe ou Algérie franco-musulmane ? Ismaïl Urbain (1848-1870)*.

**13 et 14 septembre.** Journées à La Ciotat, berceau de la famille Brüe, famille paternelle d'Urbain, organisées par François Brüe. Banquet en plein air et allocutions à la Bastide Marin, suivis de la plantation d'un olivier et de l'inauguration d'une stèle en l'honneur d'Ismaïl Urbain et de son père Urbain Brüe.

**18 septembre.** Conférence de Michel Levallois à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) d'Aix-en-Provence, organisée par les Amis des Archives d'outre-mer (AMAROM), le Centre d'études des mondes africains (CEMAF) et l'Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM).

**19 septembre.** Conférence de Michel Levallois au MuCEM de Marseille sur « Ismaïl Urbain, du saint-simonisme à l'islam : un 'homme des deux rives' ».

**24 et 25 octobre.** Colloque international sur « Ismaïl Urbain, les saint-simoniens et le monde arabo-musulman », organisé à Paris à la Bibliothèque de l'Arsenal (BnF) et à l'Institut du monde arabe (IMA) par la Société des études saint-simoniennes, l'Institut d'étude de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM-EHESS), le Centre d'histoire sociale de l'Islam méditerranéen (CHSIM-EHESS), l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, Aix-en-Provence), le Centre Roland Mousnier (Paris IV) et l'unité de recherche Littérature, représentations et idéologies, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles (LIRE, Lyon 2). Les actes sont à paraître.



Remise du diplôme de citoyen d'honneur :  
De gauche à droite : Véronique Bon (fille de René Bon), René Bon (le récipiendaire), Brigitte Bon-Saliba (fille de René Bon), Philippe Drésin (maire de Romans)

---

## Remise des archives de la famille Nugues aux Archives municipales de Romans-sur-Isère

---

Le samedi 20 avril 2013, à 11 heures, a eu lieu la remise officielle des archives de la famille Nugues aux Archives municipales de Romans, en présence de René Bon, tout récent centenaire (il est né le 4 avril 1913), et arrière-arrière-petit-neveu du général Saint-Cyr-Nugues (1774-1842), cousin germain de Prosper Enfantin (1796-1864).

L'acte de remise a été signé par René Bon, et par le maire de Romans, Philippe Drésin, en présence de représentants de la famille Bon, de Latifa Chay, adjointe à la culture, de Bénédicte de la Vaissière, directrice des Archives municipales, et de Claude Magnan, professeur, qui a, pendant vingt ans, classé dans la vieille maison familiale de Curson les archives constituant désormais le fonds Bon-Nugues.

Après la signature, et un certain nombre de prises de paroles, où fut en particulier évoquée la mémoire de M<sup>me</sup> Frédérique Bon et souligné son rôle dans la préservation de ces archives, M. René Bon reçut un diplôme de citoyen d'honneur de la ville de Romans.

Les membres de la Société qui ont eu la chance de faire la visite de Curson et de Romans en mai 2004 n'ignorent pas l'intérêt du fonds Bon-Nugues pour les



études saint-simoniennes. Ceux qui n'ont pas participé à cette sortie se reporteront au remarquable compte rendu qu'en a fait Philippe Régnier dans la *Lettre trimestrielle*, n° 6, octobre 2004, en ligne sur le site internet de la Société des études saint-simoniennes.

Indiquons tout de suite que le fonds Bon-Nugues, qui correspond à environ 180 boîtes d'archives (« cartons ») et à un linéaire de près de 27 mètres, n'est pas exceptionnellement riche sur Prosper Enfantin lui-même. Comme on le sait, Enfantin commença très tôt à « récupérer » les lettres qu'il écrivait, ce qui fait que c'est le fonds Enfantin de l'Arsenal qui possède la quasi-totalité des originaux des lettres que Prosper a envoyées après 1825 à ses cousins et cousines de Curson ou de Romans (c'est en particulier le cas pour les lettres à Thérèse Nugues). Néanmoins le fonds Bon-Nugues contient les lettres qu'Enfantin écrit quand, de 1815 à 1822, il voyage dans toute l'Europe et jusqu'à Saint-Petersbourg comme représentant en vins de la maison Nugues où il est entré en 1815 comme associé minoritaire de son cousin germain Louis Nugues (1773-1858).

En revanche, le fonds est indispensable pour la connaissance de l'environnement familial du « Père ». C'est ainsi que les Nugues, par lettres ou *de visu*, assistent à l'ascension de la banque « Enfantin frères » rue Coq-Héron entre 1795 et 1802, puis à sa chute et à la faillite qui en résulte après 1802, faillite dont les conséquences se feront durablement sentir sur toute la famille, qu'il s'agisse des parents de Prosper, de ses oncles ou de Prosper lui-même.

Par la suite, Saint-Cyr-Nugues (1774-1842), et son frère Camille Nugues (1779-1839), sous-caissier à la Caisse des dépôts, écrivent à leur frère Louis resté à Romans ou à leurs sœurs également romaines. Ces lettres croisées extrêmement nombreuses (des milliers de lettres, plus de 2 500 pour le seul Saint-Cyr) nous renseignent sur l'évolution de la partie enfantinienne du mouvement saint-simonien en même temps que sur l'actualité de l'époque.

Les trop brèves remarques qui précèdent, en se limitant à la lecture spécifiquement saint-simonienne de ces archives, ne donnent qu'un faible aperçu de la richesse d'un fonds exceptionnel dont l'exploration devrait passionner les étudiants et les chercheurs.

Yvan Chauviré

### Publications :

La quasi-totalité de ces documents est inédite. Un seul article est accessible sur internet, à partir de Gallica, celui que Fernand Bally, grand-père de René Bon, a

consacré au jeune Saint-Cyr-Nugues : « Vieux papiers-Vieilles lettres. Un jeune Dauphinois cherchant sa voie au début de la Révolution », *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1912, t. 6, p. 101-121.

### Instruments de travail :

L'inventaire polycopié réalisé par Claude Magnan est disponible en salle de consultation : Magnan (C.), Inventaire du fonds Bon-Nugues, Archives communales de Romans-sur-Isère, mars 2013, 62 p.

### Sites :

#### Archives municipales de Romans-sur-Isère :

[www.archives-ville-romans.fr](http://www.archives-ville-romans.fr)

3 rue des Clercs,

26100 Romans-sur-Isère, tel 04-75-45-89-89

Mèl : [archives@ville-romans26.fr](mailto:archives@ville-romans26.fr)

#### Société des études saint-simoniennes :

[lire.ish-lyon.cnrs.fr](http://lire.ish-lyon.cnrs.fr)

---

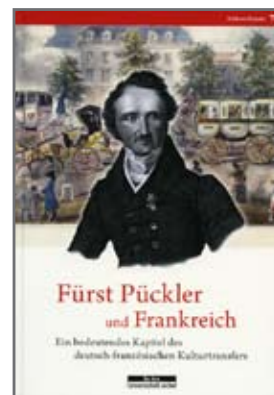
## Bibliographie

Christian Friedrich, Ulf Jacob et Marie-Ange Maillet éd.,

*Fürst Pückler und Frankreich. Ein bedeutendes Kapitel des deutsch-französischen Kulturtransfers,*

Berlin, Be-Bra Wissenschaft Verlag,

2012, 359 p.



Dont ces deux articles :

Ulf Jacob, « 'À propos, ich bin St-Simonianer geworden'. Der Einfluss des Saint-Simonismus auf Pücklers Weltanschauung, Identität und Kunst » ; et Nina Bodenheimer, « 'Je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas qu'il est St.-Simonien' Pückler-Muskau und die Saint-Simonisten ».

Le prince Pückler-Muskau (1785-1871) est un écrivain allemand à la vie extravagante, grand voyageur au Proche-Orient. Il professait des idées panthéistes et se montrait très critique envers la bonne société de son temps. Sa renommée tient aussi à l'esthétique des parcs de château qu'il a aménagés dans le Brandebourg et à son essai sur l'art des jardins paysagers.

**Marie-Ange Maillet et Norbert Waszek dir.,**  
***Heine à Paris : témoin et critique de la vie culturelle française,***  
**Paris, L'éclat,**  
**2014, 196 pages, 22 €.**

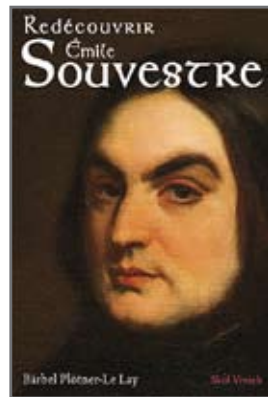
Dont un article de Norbert Waszek sur « les usages du *Globe* » par le grand poète allemand, sympathisant du saint-simonisme et lecteur assidu de son journal quotidien, où il écrivit un « Salon de 1831 » fameux pour avoir mis en circulation le néologisme et une esthétique du « surnaturalisme ».



ou des saint-simoniens sont considérés par nombre de penseurs actuels comme étant enrichissants et porteurs de solutions. Dans ce contexte, il est important de se réappropriier les fondements de la philosophie sociale hégélienne et de la théorie saint-simonienne [...] la présente étude [...] [en] propose une analyse approfondie [...] ainsi qu'une comparaison des points communs et des divergences qui subsistent entre ces deux positions. À partir de là, il s'agit aussi d'étudier les influences que le saint-simonisme d'une part et la pensée de Hegel d'autre part ont exercée l'un sur l'autre. »

**Bärbel Plötner-Le Lay,**  
***Redécouvrir Émile Souvestre. Un écrivain breton engagé dans son siècle. Années de jeunesse (1806-1837),***  
**Morlaix, Skol Vreizh,**  
**2013, 285 p. ill., 22 €.**

La somme biographique très érudite que notre regrettée amie préparait sur le romancier et dramaturge saint-simonien est restée inachevée du fait de sa mort prématurée. Mais grâce à l'accord de son mari Yves Le Lay et à l'aide apportée par Marie-Laure Aurenche pour la relecture du manuscrit, les premières parties de son travail sont désormais accessibles. Marie-Laure Aurenche doit publier prochainement « L'inventaire et la diffusion de l'œuvre d'Émile Souvestre »



**David Steel,**  
***Émile Souvestre. Un Breton des lettres, 1806-1854,***  
**Presses universitaires de Rennes, 2013, 324 p. ill., 17 €.**

Une autre biographie à lire en parallèle avec celle de Bärbel Plötner-Le Lay, par l'éditeur des *Lettres d'Émile Souvestre à Édouard Turquety : 1826-1852*, Presses universitaires de Rennes, 2012).



**Hans-Christoph Schmidt am Busch,**  
***Hegel et le saint-simonisme. Études de philosophie sociale,***  
**Toulouse, Presses universitaires du Mirail,**  
**2012, 263 p., 25 €.**

Essai traduit de l'édition allemande de 2007. « Beaucoup d'arguments qui proviennent de Hegel



**Émile Souvestre,**  
***Le monde tel qu'il sera en l'an 3000,***  
**préface par Claire Barel-Moisan,**  
**Morlaix, Skol Vreizh,**  
**2013, 282 p. 22 €.**

Une « dystopie », l'un des modèles du genre, illustrée notamment par Bertall. Autrement dit le contraire d'une utopie : ce qui pourrait arriver à l'humanité si elle continuait sur la pente des égoïsmes nationaux et de l'individualisme. Une œuvre aux échos très actuels, devenue indisponible et rééditée en même temps que l'essai précédent, dans l'intention, dit l'éditeur, de faire de 2013, une seconde « année Souvestre » après le bicentenaire de 2006.



**Paul Tirand,**

**Antoine Metgé (1795 - 1871). Itinéraire d'un saint-simonien de Castelnaudary,**

**2013, 150 p. 15 € (+ 3 € de frais de port).**

**Publication de l'Académie des arts et des sciences de Carcassonne. (Ouvrage disponible chez l'auteur.)**



« Né en Espagne d'un père parti combattre dans les armées de la Révolution, militant de la Charbonnerie pendant ses études universitaires à Toulouse, fervent adepte du saint-simonisme, exclu de l'enseignement pour avoir professé une doctrine abominable, proche du Père Enfantin avec lequel il échange une correspondance passionnante, féministe dans le sillage de Suzanne Voilquin, la plus célèbre des saint-simoniennes, qu'il reçoit à Castelnaudary, intéressé par la colonisation de l'Algérie où il fait en 1854 un voyage d'étude qui le mène en quelques mois d'Alger à Tlemcem et dont il nous a laissé un compte rendu détaillé, tableau précis et pittoresque de ce territoire dans les premières années de la conquête, telles ont été les grandes étapes de la vie mouvementée d'Antoine Metgé, mort dans la misère à Castelnaudary. » (Résumé emprunté au site de la bibliothèque intercommunale de Castelnaudary.)

## Expositions et colloques

À l'occasion du 140<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Ange Guépin (1805-1873), médecin et homme politique nantais, républicain et socialiste de 1848, empreint toute sa vie durant des idées saint-simoniennes de sa jeunesse, une journée d'études lui a été consacrée aux Halles de Pontivy, y compris une conférence de Juliette Grange sur « Saint-simonisme, socialisme et République ». Les actes sont à paraître. Une exposition « Ange Guépin. Salut et fraternité » s'est tenue parallèlement au château des Rohan, à Pontivy également, du 18 au 31 mai.

À la mi-septembre 2013, à Marseille, 245 000 visiteurs avaient déjà parcouru le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM pour voir notamment l'exposition « Le noir et le bleu. Un rêve méditerranéen », qui a fermé ses portes début janvier.

Jamais un si grand public n'avait eu l'occasion de faire connaissance avec Enfantin, Félicien David et Ismaïl Urbain, entre autres portraits empruntés à l'Arsenal et réunis dans la section consacrée, à l'entrée du parcours, à la Méditerranée égyptienne et algérienne des saint-simoniens (juste à la suite de l'expédition d'Égypte de Bonaparte). À lire, pour retrouver plus particulièrement le contenu historique d'une exposition qui était aussi picturale et plastique, le livre illustré publié dans son sillage sur les principaux personnages évoqués, y compris les saint-simoniens, évoqués par Michel Levallois : Thierry Fabre et Catherine Portevin, *Méditerranée. Les porteurs de rêve*, Marseille/Paris, MuCEM/Textuel, 2013, 251 p.

## À travers la presse...

« De Colbert à de Gaulle, de Pompidou à Chevènement, en passant par les saint-simoniens, apôtres de la productivité, les Français ont vécu une histoire d'amour avec leur industrie. C'est une cause nationale. Nous lui devons d'être leaders dans le nucléaire, l'aéronautique et le ferroviaire. » (Propos d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, recueillis sous le titre « Allons z'enfants de l'industrie ! », rubrique Économie du *Nouvel Observateur* du 24 octobre 2013.)

« La première inflexion date de l'adoption du 'pacte de compétitivité', en novembre 2012. Le chef de l'État avait alors parlé de 'socialisme de l'offre'. Sans le dire, il reprenait une idée chère à Dominique Strauss-Kahn, celle du 'socialisme de production' qui, dans la lignée du saint-simonisme du XIX<sup>e</sup> siècle, considère qu'il faut d'abord créer des richesses avant de les répartir. » (« François Hollande, la synthèse sociale-libérale », article en pleine page de Thomas Wieder, résumant un décryptage de la doctrine présidentielle par Élie Cohen, Michel Winock, Gérard Grunberg et Laurent Bouvet, *Le Monde* du 9 janvier 2014.)

Notre ami Michel-Antoine Burnier, apparenté aux Nugues et aux Enfantin, intellectuel voltairien et sartrien qui fut le rédacteur en chef d'*Actuel* de 1970 à 1996, a disparu le 27 mai dernier des suites d'une longue maladie. Sa personnalité engagée et sa vie bien remplie de militant, de journaliste et d'écrivain ont fait l'objet d'une pleine page du journal *Le Monde* du jeudi 30 mai 2013, sous la signature de Michel Contat.